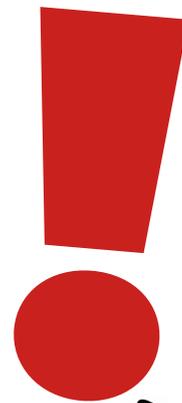


pour les écoles

5 mesures urgentes



Les réformes de Blanquer, aggravées par la gestion calamiteuse de la crise sanitaire dans l'éducation, ont détérioré les conditions de travail des personnels et ont fragilisé les élèves. Pour répondre aux besoins urgents liés à la crise, nous proposons 5 mesures :



1 La baisse des effectifs par classe !

➔ 20 élèves maximum par classe, 16 élèves en éducation prioritaire, 15 élèves en petite section avec maintien des classes dédoublées !

Le dispositif phare de Blanquer « 100 % de réussite » en REP et REP+ visant à réduire les effectifs des CP, CE1 et GS est une façade qui dissimule la politique de coupe budgétaire du ministère : les effectifs augmentent dans les autres classes. Par ailleurs, la mise en place progressive de postes à profil pour ces classes dédoublées est une attaque à la liberté pédagogique. En effet, ces mesures entravent les décisions des conseils des maitre-sse-s, à l'initiative d'autres réponses pédagogiques : classes multi-âges, co-intervention etc. Nous dénonçons les répressions pédagogiques visant à détruire les collectifs auto-gestionnaires des écoles et les pédagogies émancipatrices.

Pour SUD éducation, c'est aux conseils des maitre-sse-s qu'il revient d'organiser la structure pédagogique de leur école, et non au ministère. Les effectifs par classe doivent être baissés pour tous les niveaux. Nous refusons la mise en concurrence des collègues et l'inégalité de la qualité d'apprentissage pour les élèves.

2 Des dispositifs d'aide et de prévention complets !

➔ un RASED complet et plus d'enseignant-e-s que de classes

Les difficultés des élèves fragiles se sont aggravées depuis le confinement. Pourtant, le ministère, dans sa logique de rentabilité, supprime encore les postes d'enseignant-e-s spécialisé-e-s de RASED ainsi que les postes de maitre-sse-s supplémentaires, niant ainsi leurs missions spécifiques et nécessaires. Des postes d'enseignant-e-s supplémentaires doivent être créés ! Les RASED doivent d'urgence être restaurés et développés dans leur intégralité !

3 Des créations de postes d'enseignant-e-s !

➔ **pour pourvoir tous les postes et pour remplacer toutes les absences : le recours de plus en plus massif aux contractuel-le-s doit cesser. Ces personnels doivent être titularisé-e-s et bénéficier d'une véritable formation.**

Le non remplacement des départs à la retraite a réduit à peau de chagrin le nombre de titulaires remplaçant-e-s. Les dédoublements des classes de CP, CE1 en REP et REP+ et maintenant de GS se sont faits sans créations de postes à la hauteur des besoins.

La crise sanitaire a exacerbé ce manque de postes déjà flagrant. Il est urgent de créer des postes de titulaires permettant de baisser les effectifs, de remplacer toutes les absences, d'assurer les décharges de direction et les temps de concertation et de formation nécessaires au fonctionnement des écoles. Cela peut passer par l'ouverture de la liste complémentaire des admissibles au concours et la création d'un concours exceptionnel.

4 Des créations de postes d'AESH et de personnels médico-sociaux !

➔ **assistant-e-s de services sociaux, infirmier-e-s et médecins scolaires pour une vraie médecine scolaire !**

De nombreux-ses élèves sont en attente d'aide ou ont vu leur temps d'accompagnement diminuer suite à la mise en place des pôles inclusifs d'accompagnement localisé (PIAL). Nous exigeons l'embauche massive d'AESH et leur titularisation dans le cadre d'emplois statutaires d'éducateur-ric-e-s scolaires spécialisé-e-s. Les personnels médico-sociaux (assistant-e social-e, infirmier-e, médecin) doivent chacun-e prendre en charge plusieurs milliers d'élèves réparti-e-s sur plusieurs écoles et ne peuvent plus assurer leur missions de prévention (visite médicale de 6 ans) et de suivi. Nous revendiquons un recrutement massif de ces personnels !

5 Des ouvertures d'ULIS et d'UPE2A !

➔ **afin de scolariser dans de bonnes conditions tou-te-s les élèves à besoins spécifiques !**

Pour les élèves allophones et les élèves en situation de handicap, déjà particulièrement malmené-e-s dans le système scolaire du fait du manque de moyens, la crise sanitaire a été une nouvelle épreuve. Pour améliorer leurs conditions de vie et favoriser leur épanouissement dans les écoles, il faut plus que jamais développer les dispositifs d'inclusion en recrutant des personnels titulaires, en ouvrant des classes, en assurant une réelle formation et en développant les départs en stage.